



Business Council
of Canada

Août 2018



Croissance économique : Assurer la compétitivité du Canada

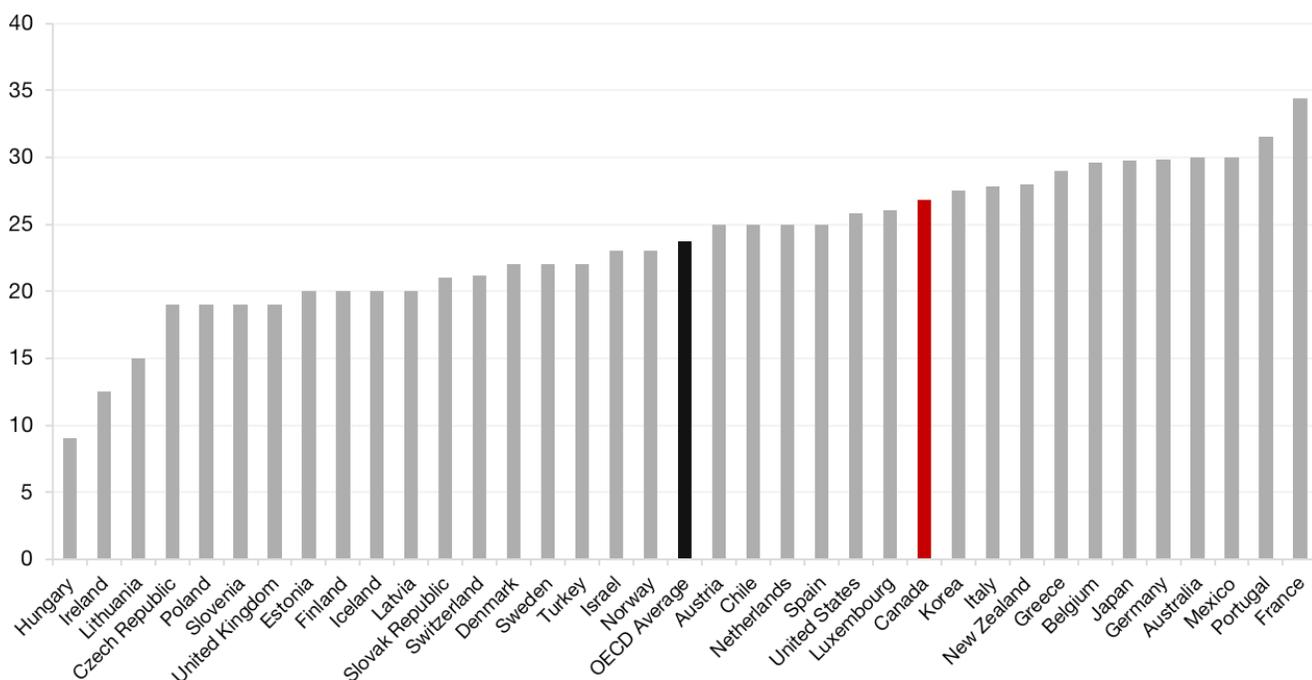
Mémoire prébudgétaire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes.

L'économie canadienne s'est relativement bien comportée au cours de la dernière année, mais elle est maintenant confrontée à des vents contraires importants. L'érosion de la compétitivité fiscale et réglementaire, combinée à un environnement commercial incertain, menace la croissance et la création continue d'emplois. Seulement un PDG sur sept sondé par le Conseil canadien des affaires se dit avoir confiance dans la compétitivité du climat économique canadien. Pour préserver la qualité de vie et le niveau de vie de notre pays, le Canada a besoin de toute urgence d'une stratégie pour améliorer la compétitivité, diversifier le commerce et attirer les investissements du secteur privé.

Dans le budget de 2019, le gouvernement fédéral devrait présenter un plan pour protéger et faire croître l'économie canadienne face à la concurrence internationale croissante et à l'incertitude. Nous recommandons des mesures dans les domaines suivants.

Compétitivité fiscale

Combined corporate income tax rates



La compétitivité fiscale du Canada s'est détériorée au cours de la dernière décennie alors que d'autres pays ont entrepris de réformer leur régime fiscal. Le taux moyen combiné fédéral-provincial combiné de l'impôt des sociétés au Canada est supérieur de plus de trois points de pourcentage à la moyenne des 36 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : 26,8 % cent par rapport à 23,7 %.

Source : Organisation de coopération et de développement économiques

Le 1^{er} janvier 2018, les États-Unis ont réduit le taux de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés, le faisant passer de 35 % à 21 % et permettant de passer en charges la totalité des investissements en machines et matériel. L'ensemble de réformes a également introduit de nouvelles règles fiscales internationales qui encouragent les multinationales à transférer des capitaux aux États-Unis.

1 Sondage anonyme auprès de 90 PDG entre le 24 avril et le 4 mai 2018.

Ces changements ont donné aux États-Unis un avantage fiscal important par rapport à de nombreuses économies avancées, mais en particulier le Canada, compte tenu de la proximité de notre pays et de sa forte dépendance à l'égard du marché américain. L'avantage que le Canada détient depuis longtemps en matière de taux d'imposition des sociétés par rapport aux États-Unis a été éliminé, ce qui exacerbe d'autres défis en matière de compétitivité. Le Conseil entreprend actuellement une étude détaillée de la réforme fiscale américaine et de ses répercussions sur les entreprises canadiennes, dont les résultats seront publiés au cours du mois prochain.

Dans le sondage susmentionné, nous avons demandé à 90 membres du Conseil canadien des affaires s'ils étaient d'accord pour dire que « les taux d'imposition au Canada sont attrayants ». Un seul a répondu par l'affirmative, tandis que cinq (5,7 %) n'ont pas exprimé d'opinion. Par contre, 33 % étaient « en désaccord » avec l'énoncé et 60 % étaient « fortement en désaccord ».

Nous avons également demandé aux PDG si la réforme fiscale américaine influencerait les plans d'investissement futurs de leurs entreprises. Près des deux tiers d'entre eux ont dit qu'elle aurait « certainement » (30 %) ou « probablement » (33 %) un impact. Si l'on considère que le rythme des investissements directs au Canada était déjà à son plus bas niveau en huit ans en 2017, ce résultat est alarmant.

Le gouvernement fédéral devrait agir rapidement pour renforcer la compétitivité fiscale du Canada. La façon la plus directe de signaler la détermination du Canada aux investisseurs étrangers serait d'annoncer une réduction immédiate du taux d'imposition des sociétés et de s'engager à atteindre, à moyen terme, un taux d'imposition combiné moyen conforme ou inférieur à la moyenne de l'OCDE. Nous recommandons un examen du régime fiscal par un groupe d'experts indépendants, comme le propose le Conseil consultatif fédéral en matière de croissance économique. L'objectif d'un tel exercice devrait être d'élargir l'assiette fiscale, d'abaisser les taux et de simplifier le code fiscal.

Pour attirer et promouvoir de nouveaux investissements des entreprises, nous recommandons que le budget de 2019 comprenne une mesure fiscale temporaire permettant aux entreprises de déduire immédiatement le montant total des dépenses en immobilisations. Il faudrait envisager d'appliquer la déduction immédiate aux structures et aux biens incorporels en plus de l'équipement. Ces mesures rassureraient les entreprises et les investisseurs quant à l'engagement du Canada à l'égard de la compétitivité fiscale et de l'ouverture aux nouveaux investissements.

Réforme réglementaire et commerce intérieur

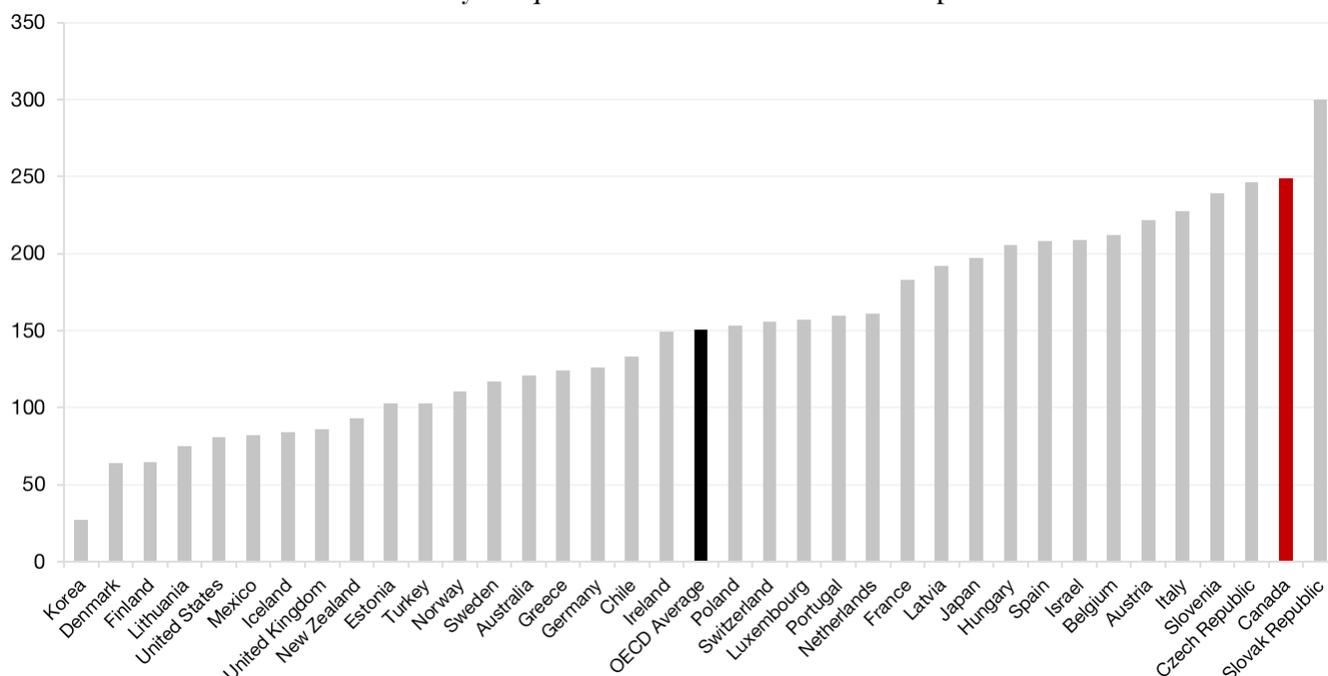
Les dirigeants d'entreprise du Canada sont profondément préoccupés par l'environnement réglementaire du Canada. Les PDG qui ont participé à notre enquête ont mentionné le fardeau réglementaire comme étant le facteur le plus important affectant leurs plans d'investissement. Ainsi, 66 % sont fortement en désaccord et 27 % sont en désaccord avec l'affirmation selon laquelle l'environnement réglementaire du Canada « est efficace et n'impose pas de coûts supplémentaires substantiels à mon entreprise ».

Des études indépendantes confirment que l'environnement réglementaire du Canada n'est pas concurrentiel. Par exemple, le Canada se classe au 35^e rang sur 36 économies avancées pour ce qui est du temps requis pour obtenir un permis pour un nouveau projet de construction générale, ce qui est environ trois fois plus long qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni ou au Mexique. Une étude distincte de la Banque mondiale compare la réglementation des entreprises dans 190 pays du monde entier. En 2009, le Canada s'est classé au 8^e rang pour la

facilité de faire des affaires. En 2018, nous étions tombés à la 18^e place.

L'économiste Paul Boothe de l'Institute for Competitiveness and Prosperity qualifie la performance du Canada de « lamentable », et ajoute : « En se fixant comme objectif de rejoindre les 10 premiers pays du classement, les gouvernements canadiens pourraient faire davantage pour aider nos entreprises à être concurrentielles sur le marché mondial. »

Days required to obtain a construction permit



Source : La Banque mondiale

Tous les ordres de gouvernement doivent de toute urgence améliorer l'environnement réglementaire du Canada. Cela signifie éliminer les principaux goulots d'étranglement à l'investissement et à l'innovation, tout en mettant en œuvre des réformes pour rendre le système de réglementation plus souple et plus réactif. Le gouvernement fédéral peut appuyer ce programme dans le budget de 2019 comme suite.

- Mettre en œuvre un ensemble de modifications réglementaires fédérales afin de résoudre des irritants spécifiques identifiés lors des examens réglementaires ciblés qui ont été annoncés dans le budget 2018.
- Collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour concilier le tiers des 23 mesures réglementaires jugées prioritaires par la Table de conciliation et de coopération en matière de réglementation, qui a été établie en vertu de l'Accord de libre-échange Canada.
- Établir un organisme d'experts pour conseiller les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sur la modernisation de la réglementation et les réponses coordonnées aux nouvelles tendances technologiques.
- Continuer d'appuyer les initiatives de coopération internationale en matière de réglementation, comme le Conseil de coopération en matière de réglementation entre le Canada–États-Unis.

Infrastructures énergétiques

Le Canada doit envoyer un signal fort au monde entier qu'il est déterminé à assurer le développement à long terme du secteur pétrolier et gazier du pays, pourvu qu'il le fasse d'une manière respectueuse de l'environnement. La récente lutte pour le projet de gazoduc Trans Mountain a sérieusement miné la confiance des investisseurs et soulevé des questions sur la capacité de notre pays à mener à bien de grands projets d'infrastructure énergétique.

Les investisseurs doivent savoir qu'une fois qu'un projet a satisfait à toutes les exigences réglementaires et qu'il a été approuvé, il peut aller de l'avant sans courir le risque de rencontrer d'autres obstacles. Le principe « un projet, un examen » reste loin de la réalité. Le gouvernement fédéral devrait tenir sa promesse de réformer les processus d'approbation des grands projets d'infrastructure du secteur privé, en veillant à ce que ces processus soient transparents, prévisibles, fondés sur des faits et capables de rendre des décisions en temps opportun.

Diversification du commerce

La relation canado-américaine en matière de commerce et d'investissement est de loin la plus importante et la plus importante du Canada, mais elle est actuellement assiégée par une administration américaine de plus en plus protectionniste. Les négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sont presque au point mort et le président Trump a imposé des tarifs arbitraires sur les produits de l'acier et de l'aluminium, et pourrait même aller plus loin en imposant des tarifs douaniers sur les automobiles. Obtenir un ALENA modernisé le plus rapidement possible doit demeurer la priorité absolue du gouvernement fédéral.

En même temps, nous appuyons fortement les efforts du gouvernement pour diversifier les échanges commerciaux du Canada et aider les entreprises à trouver de nouveaux marchés et de nouveaux clients. Le Canada devrait immédiatement ratifier l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PPPTPC), redoubler d'efforts pour forger un partenariat économique plus étroit avec la Chine et passer des pourparlers exploratoires aux négociations commerciales officielles avec l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Nous recommandons également un soutien supplémentaire pour le Service des délégués commerciaux du Canada (SDC). L'accroissement des ressources et de l'autonomie du SDC dans le budget de 2019 renforcerait sa capacité d'aider les entreprises et les entrepreneurs canadiens à réussir à l'échelle mondiale. Le SDC rend un service inestimable en veillant à ce que les entreprises de toutes tailles, mais en particulier les PME, puissent tirer profit de l'ensemble croissant d'accords commerciaux du Canada.

Talent

L'une des forces concurrentielles du pays est la qualité de sa main-d'œuvre. Bien que le gouvernement fédéral ait fait d'importants progrès dans la promotion du Canada comme destination pour les travailleurs hautement qualifiés, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer le développement des talents.

Dans un certain nombre de secteurs essentiels à l'économie canadienne, y compris les technologies de l'information, la fabrication, la construction et les ressources naturelles, la demande de travailleurs qualifiés au niveau d'entrée dépasse constamment l'offre. En 2015, notre Conseil a travaillé avec des chefs de file du secteur de l'éducation postsecondaire au Canada pour lancer la Table ronde du milieu des affaires et l'enseignement supérieur. La mission de la Table ronde du milieu des affaires et l'enseignement supérieur est de

renforcer la performance économique à long terme du Canada et de promouvoir le développement des compétences en approfondissant la collaboration entre les grands employeurs et les établissements d'enseignement postsecondaire.

L'un des objectifs de la Table ronde du milieu des affaires et l'enseignement supérieur est de faire en sorte que, d'ici 2018, chaque étudiant de niveau postsecondaire au Canada ait accès à au moins une occasion d'apprentissage intégré au travail avant d'obtenir son diplôme. Le Conseil souscrit pleinement à cet objectif et encourage le gouvernement à adopter les recommandations formulées par la Table ronde dans son mémoire prébudgétaire.

Conclusion

Les politiques commerciales et fiscales des États-Unis ont mis l'économie canadienne en péril. Cela survient à un moment où l'investissement direct au Canada avait déjà chuté à 33,8 milliards de dollars l'an dernier, alors qu'il était à son plus haut niveau, soit 126,1 milliards de dollars en 2007. Pour renverser cette tendance et faire croître l'économie, le Canada doit adopter une stratégie claire pour améliorer sa compétitivité. Les recommandations contenues dans ce mémoire aideront les entreprises canadiennes à croître tout en attirant de nouveaux investissements étrangers.



Business Council
of Canada